



Monsieur le Président, Monsieur le Directeur Régional,

A l'occasion de vos vœux publiés sur Ulysse 75, vous écrivez que « *grâce à la mobilisation de tous les acteurs, nous avons été au rendez-vous* » pour répondre notamment aux exigences et défis posés par la crise sanitaire dont nous ne voyons toujours pas l'issue aujourd'hui. Plus loin, vous ajoutez « *D'une façon générale, les résultats dans les différents domaines de notre activité sont, malgré ce contexte, au vert. C'est grâce à la mobilisation de tous que cette performance a pu être obtenue et que nos missions, essentielles pour notre pays, ont été assurées. Je tiens à vous en remercier chaleureusement* ».

Ce sont à peu près les mêmes mots, les mêmes remerciements, la même « reconnaissance » que nous témoignent le Directeur Général sur Ulysse National ainsi que nos ministres. Et quand nous vous lisons, quand nous vous écoutons, nous pensons à Balzac qui écrivait que « *La reconnaissance est un mot d'imbécile, on le met dans le dictionnaire mais il n'est pas dans le cœur humain* ».

Et la reconnaissance est bien un vain MOT pour nos dirigeant.es et même un marqueur de leur dialectique. Elle s'affiche à longueur d'année à travers leurs propos lénifiants véhiculés tantôt sous la forme d'un message, tantôt sous celle d'une lettre ou d'une vidéo. Nos dirigeants ne cessent en effet de louer l'engagement, la rigueur, l'implication professionnelle des agentes et des agents . Et pourtant cette reconnaissance ne peut se limiter à des mots, à des formules élimées à force d'être répétées. Cela finit par devenir indécent.

Nos ministres, notre Direction Générale, notre Direction sont tellement reconnaissants envers les agentes et les agents, qu'ils suppriment encore 1800 emplois cette année, faisant ainsi franchir à notre administration la barre symbolique de moins de 100 000 emplois. Depuis sa création en 2008, la DGFIP, a perdu plus de 30 000 emplois et absorbé en moyenne chaque année entre 96 et 83% de l'ensemble des suppressions d'emplois de la fonction publique d'Etat alors qu'elle ne représente qu'à peine plus de 6% des effectifs à l'origine et un peu moins de 5% aujourd'hui.

Sur Paris, ce sont donc 225 nouvelles suppressions d'emplois. Du jamais vu depuis la fusion de 2010. Ces nouvelles suppressions d'emplois fragilisent un peu plus les services et les missions concernés, mettent encore un peu plus en difficulté les agent.es et réduisent les possibilités de mutations. Pour Solidaires Finances Publiques, la CGT Finances Publiques et FO DGFIP Paris, ces 225 nouvelles suppressions d'emplois sont socialement illégitimes et sont la cause principale de toutes les involutions et dégradations de nos conditions de travail.

Vous restructurez à tour de bras, année après année, pour supprimer encore davantage d'emplois.

Dans ce contexte, la poursuite et l'accélération des réformes engagées, avec le Nouveau Réseau de Proximité, le Contrat d'Objectifs et de Moyens ne sont plus supportables. Surtout dans cette période de crise sanitaire synonyme de crise économique où les citoyen.nes et les entreprises expriment un besoin croissant de services publics. Pour répondre à leurs légitimes sollicitations, nous avons besoin d'emplois et de moyens.

Supprimer des postes statutaires et parallèlement recruter des contractuel.les pour faire face à la charge de travail démontrent que la volonté du gouvernement n'est autre que de démanteler le statut de la Fonction Publique.

Tout est lié, suppressions d'emplois, regroupement des services, suppression du maillage territorial, recours aux contractuel.les, externalisation de nos missions.

Toutes ces mesures ont pour unique but de satisfaire une idéologie mortifère pour le service public et ses usagers et usagères.

Vous continuez d'essayer de justifier l'injustifiable en usant d'arguments fallacieux qui ne trompent personne. Aucun emploi n'est en trop au sein de la DRFIP. Bien au contraire, ce sont des recrutements massifs de personnels sous statut qui sont nécessaires pour mener à bien nos missions.

Vous comprendrez aisément, M. le président que nous ne sommes pas présent.es aujourd'hui pour nous asseoir à la table de celles et ceux qui décident de quel poste sera supprimé et dans quel service. Nous ne participerons pas à ce simulacre de dialogue social, où les directeurs nous servent sempiternellement les mêmes arguments pour qu'on accepte la destruction de notre service public de proximité et plus globalement de notre administration. Mais cela doit vous satisfaire puisque vous-même vous n'attendez rien de ce CTL. C'est pour vous un passage obligé, un exercice sans style... La case dialogue social est cochée...
Sujet suivant...

Si nous sommes venu.es ce jour, c'est pour vous informer qu'en 2021 nous sommes plus que jamais déterminé.es à faire valoir nos revendications. Il n'a jamais été aussi vital de défendre ce que nous portons en termes de justice fiscale et sociale, de solidarité, d'égalité, de protection sociale, de services publics ! Plus que jamais la nécessité de défendre nos missions, nos structures, les droits des personnels n'a été aussi urgente. Et cette année, plus que jamais vous nous retrouverez sur votre chemin !

- **Abandon du NRP et de la démétropolisation-Relocalisations**
- **Non aux suppressions d'emplois**
- **Restitution des emplois supprimés à Paris**
- **Arrêt des restructurations et des fusions de services**
- **Recrutement de titulaires sous statut, de tous les grades, nécessaires à l'accomplissement de toutes les missions**